

# NOTE TRIMESTRIELLE de CONJONCTURE

## RESUME :

L'environnement international sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006 est resté marqué par une redistribution géographique de la croissance et par des tensions sur le marché pétrolier, qui exacerbent l'incertitude et attisent les mouvements spéculatifs.

Si la dépréciation de la monnaie nationale par rapport à l'Euro contribuerait à favoriser la compétitivité des exportations nationales à destinations de l'Europe, elle a concouru à une certaine accélération du rythme mensuel de croissance de l'inflation, et plus particulièrement sur les produits alimentaires.

La confirmation de la reprise de la production nette d'énergie et la progression de la consommation induite présagerait d'une amorce de reprise de l'activité économique. Toutefois, la production de minerai de fer n'a enregistré qu'une timide augmentation en dépit d'un marché mondial plus que favorable.

Grâce à cet environnement globalement favorable, les exportations de minerais de fer et de poissons en valeur ont été en hausse. Cependant, au niveau de l'exploitation pétrolière, des difficultés structurelles ont concouru à maintenir la production journalière (42 519 barils jours) bien en deçà des 75 000 barils jour prévisionnel. Aussi les prévisions de recettes ont du être revues à la baisse.

La signature d'un nouvel accord de pêche, l'éligibilité de la Mauritanie à l'initiative de réduction de dette et une exploitation pétrolière bénéficiant de cours mondiaux élevés ont conduit à l'adoption d'une Loi de Finances rectificative, s'inscrivant dans le cadre de l'assainissement des finances publiques et la restauration des équilibres macroéconomiques.

Contact : [woneab@ons.mr](mailto:woneab@ons.mr)

Tél. : +222 / 525 30 70

Fax : +222 / 525 51 70

BP 240 Nouakchott

Site Internet : [www.ons.mr](http://www.ons.mr)

Septembre 2006/Numéro 7



## TABLE DES MATIERES

1. Un environnement international face à l'instabilité du marché pétrolier.....	4
1.1. Une redistribution géographique de la croissance.....	4
1.2. Un marché pétrolier incertain.....	4
2. Une accélération du rythme mensuel de l'inflation .....	5
2.1. Dépréciation de l'Ouguiya par rapport à l'Euro.....	5
2.2. Croissance soutenue de prix des produits alimentaires.....	5
2.3. Situation mitigée de l'inflation.....	6
3. Une amorce de reprise de l'activité économique .....	6
3.1. Une reprise de croissance de la production nette d'électricité .....	6
3.2. Accompagnée d'une hausse de la consommation .....	6
3.3. Une reprise timide de la production du minerai de fer .....	7
3.4. Un cours mondial du fer très favorable.....	7
4. Des exportations en hausse.....	8
4.1. Une légère reprise des exportations en valeur du fer.....	8
4.2. Des exportations de poissons en hausse.....	8
4.3. Et des recettes pétrolières en deçà des prévisions .....	8
4.4. Vers un excédent commercial ?.....	8
5. Perspectives économiques.....	9
5.1. Une croissance mondiale robuste .....	9
5.2. Une conjoncture nationale pleine d'espoirs .....	9
5.2.1 Un important accord de pêche .....	9
5.2.2 Une Loi de finances rectificative avec des recettes en progression de 17,9% .....	10
5.2.3 Prévisions des recettes pétrolières .....	10



<b>ABREVIATIONS ET CONVENTIONS</b>
------------------------------------

ONS	: Office National de la Statistique
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
FMI	: Fonds Monétaire International
UE	: Union Européenne
AIE	: Agence Internationale de l’Energie
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
SNIM	: Société Nationale Industrielle et Minière
SOMELEC	: Société Mauritanienne d’Electricité
SNDE	: Société Nationale de l’Eau
Baril	: Vaut 158,987 litres
UM	: Ouguiya (Unité Monétaire nationale)
\$ E.U.	: Dollar des États-Unis
€	: Euro
Livre	: Vaut 453,592 grammes
%	: Pourcentage
KWH	: Kilowattheure
,	: Sépare les unités des fractions décimales
Janv-96	: Janvier 1996 (Idem pour les autres mois)
T1-96	: Premier trimestre 1996 (Idem pour les autres trimestres)
	:

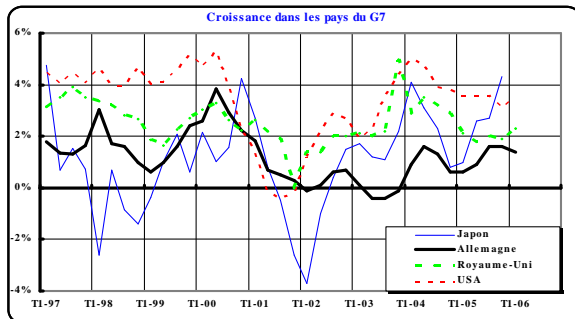


## 1. Un environnement international face à l'instabilité du marché pétrolier

### 1.1. Une redistribution géographique de la croissance

Malgré les perturbations du marché pétrolier liées à des difficultés structurelles de l'offre, en liaison avec les capacités de raffinage, la croissance mondiale est restée globalement soutenue durant le 2<sup>e</sup> trimestre 2006. En effet, l'envolée récente des cours du brut, résultant davantage de mouvements spéculatifs que d'une réelle dégradation des fondamentaux du marché pétrolier mondial, reste d'un effet limité sur la croissance mondiale ; Croissance mondiale qui a été marquée ces derniers mois par une redistribution géographique.

En effet, aux Etats-Unis, l'activité économique s'est ralentie (croissance du PIB de 3,4% contre 3,7% d'un trimestre à l'autre de 2006) sous l'effet d'un ajustement marqué du marché de l'immobilier et des premières retombées de la politique de resserrement monétaire amorcée depuis 2004. Il semblerait que l'ère de l'argent facile des politiques monétaires expansionnistes américaines est révolue, faisant place à des interventions plus sélectives et un devoir de corriger les excès antérieurs.



Au Japon, malgré le relèvement des taux d'intérêt en juillet, l'économie se porte bien. En effet, la croissance s'est établie à 2,2% en glissement annuel tandis que l'inflation restait faible (0,8%) au terme du 2<sup>e</sup> trimestre 2006.

S'agissant de la Zone Euro, principal partenaire économique et commercial de la Mauritanie, au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2006, son PIB a augmenté de 0,9% par rapport au trimestre précédent, niveau inférieur à celui enregistré aux Etats-Unis.

Bien que la Banque centrale européenne ait décidé<sup>A</sup> de relever son taux de refinancement à 2,75%, on note une forte croissance des investissements au 2<sup>e</sup>

trimestre 2006 (+2,1% au regard du trimestre précédent).

Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 1,3% et 1,2%, induisant ainsi un excédent commercial de 2 milliards d'Euro en juin 2006. Les dépenses de consommation des ménages ont également enregistré une hausse de 0,3% au regard du trimestre précédent et le niveau du chômage s'est stabilisé à 7,8%.

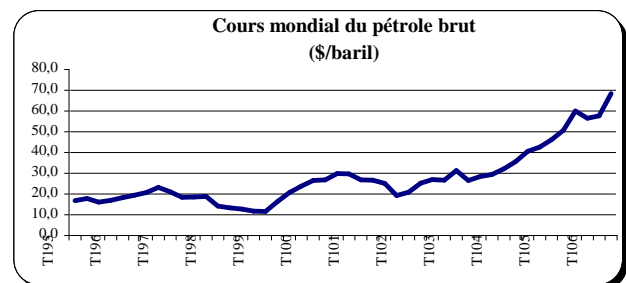
La France a enregistré un taux de croissance de 2,6% sur le 2<sup>e</sup> trimestre contre 1,4% sur le trimestre précédent ; Croissance tirée en partie par la consommation des ménages en produits manufacturés (+1,7% en juin contre 0,9% en mai 2006). Quand au chômage, il a connu un léger repli (Taux de 9% en juin 2006 contre 10% un an plus tôt).

En Italie, le taux de croissance sur le 2<sup>e</sup> trimestre a été de 1,5% (niveau le plus élevé de ces 4 dernières années).

### 1.2. Un marché pétrolier incertain

Ce 2<sup>e</sup> trimestre 2006 a connu des événements géopolitiques qui ont influencé de manière contrastée l'évolution des cours du pétrole brut au niveau des marchés mondiaux.

Les tensions politiques au Moyen Orient et l'insécurité au Nigeria avaient amené les analystes à prévoir un baril qui dépasserait le seuil des 80 \$ E.U. Toutefois, son cours est resté en deçà des 75 \$ E.U. En effet, en juillet 2006, le cours moyen du pétrole brut s'élevait à 73,9 \$ E.U., en progression 28,3% au regard de sa valeur un an plus tôt.



Au cours des 4 dernières années, les cours du pétrole brut ont pratiquement triplé. Et ce malgré une décélération de la demande mondiale de brut



depuis 2005 et la reconstitution partielle des capacités de production disponibles au début 2006. Si après l'accalmie de fin 2005 (baril autour de 55 \$ E.U après l'envolée à 70 \$ d'août due aux ouragans ayant touchés les USA), un nouvel accès de fièvre s'est fait ressentir à la mi-avril (+13,2%) amenant le cours du baril dans une fourchette comprise entre 67 et 75 \$ E.U., suite aux nouveaux risques accumulés, géopolitiques et instabilités des marchés financiers. Face à ces nouveaux risques qui exacerbent l'incertitude et attisent les mouvements spéculatifs, les annonces de baisse de la demande mondiale de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) sont d'un effet bien limité sur la détente du marché. En effet, selon l'AIE, la demande mondiale a chuté de 30% sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006, passant de 1,78 à 1,24 mb/j entre décembre 2005 et juin 2006. Parallèlement, du côté de l'offre pétrolière ou tout au moins les capacités disponibles dites « théoriques » des pays de l'OPEP n'ont cessé de s'améliorer (2,8 mb/j, Irak inclus sinon 2,1 mb/j). En outre, la production agréée des 5 principaux lieux de conflits géopolitiques (Irak, Iran, Venezuela, Nigeria, Indonésie) s'est toujours maintenue aux environs de 12 mb/j sur les neuf derniers mois.

Les économies des pays développés, bien que s'accommodant à la volatilité des prix du pétrole et aux perturbations du marché, s'acheminent progressivement vers d'autres sources d'énergie pour faire face à leur demande de plus en plus croissante. Les voitures mixtes (électrique - carburant), à énergie solaire ou encore à l'éthanol issu de la transformation de la canne à sucre au Brésil sont autant d'exemples marquant la volonté de réduire cette dépendance de l'or noir.

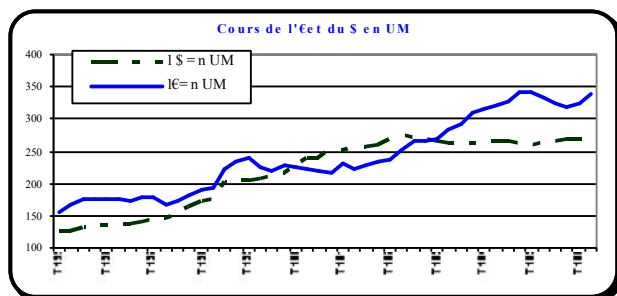
Les pays d'Afrique subsaharienne, loin d'être à l'abri de ces incertitudes du marché pétrolier, subissent la hausse de la facture énergétique qui ne cesse de grever leur activité économique.

En Mauritanie, le prix du litre du gas-oil a enregistré 3 hausses successives depuis le début de 2006 (4,3% en février, 15,3% en mars et 13,4% en mai) pour s'établir à 247 Ouguiya le litre en mai. Soit une hausse cumulée de 33% sur les 5 premiers mois de 2006 et de 43% sur un an. Toutefois, la baisse de 1,6% intervenue en juillet, suite au repli de 1,8% du cours mondial en juin, n'a pas infléchi la tendance haussière de l'inflation.

## 2. Une accélération du rythme mensuel de l'inflation

### 2.1. Dépréciation de l'Ouguiya par rapport à l'Euro

Après une phase de raffermissement par rapport à l'Euro sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2005, la monnaie nationale semble de nouveau amorcer une phase de dépréciation sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006. Au terme du 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, l'Euro s'échangeait à 338 UM, soit une dépréciation de 4,5% de la monnaie nationale par rapport à sa valeur trois mois plus tôt et de 1,2% par rapport au même trimestre de 2005.



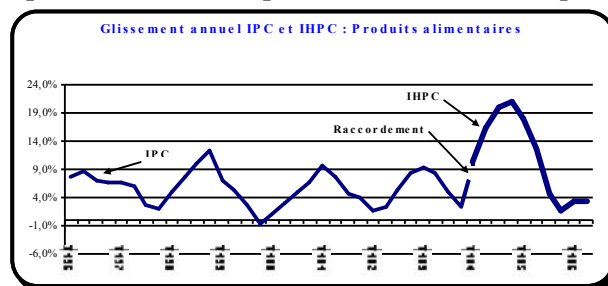
La dépréciation de l'Ouguiya par rapport à l'Euro devrait contribuer à favoriser la compétitivité des produits exportés et encourager les exportations nationales, notamment celles de poisson vers l'Europe.

Note de conjoncture n°7/Septembre 2006

### 2.2. Croissance soutenue de prix des produits alimentaires

Après une détente sur leur rythme mensuel de croissance, observée à la fin de l'année 2005, et une hausse moyenne mensuelle de 0,5% sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2006, les prix des produits alimentaires ont enregistré une légère accélération de leur rythme de croissance (+0,9% en moyenne sur le 2<sup>ème</sup> trimestre).

En fait, si les habituels ajustements de prix de début d'année et la hausse des salaires de la Fonction Publique ont directement affecté en moyenne les prix des produits non alimentaires dès le mois de janvier 2006, au niveau des produits alimentaires les répercussions ont été plus diffuses dans le temps.





En effet, les prix moyens des produits non alimentaires, après une hausse de 2,2% en janvier 2006, ont enregistré un rythme moyen mensuel de 0,6% sur les cinq mois suivants du 1<sup>er</sup> semestre.

En revanche pour les prix des produits alimentaires, après une baisse de 0,9% en janvier 2006, leur rythme moyen mensuel a été de 1% sur les cinq autres mois du 1<sup>er</sup> semestre. Toutefois, au terme du 1<sup>er</sup> semestre, l'inflation cumulée des produits alimentaires s'est élevée à 4,2% (resp. 5,5% pour les autres produits) contre 5,8% un an plus tôt.

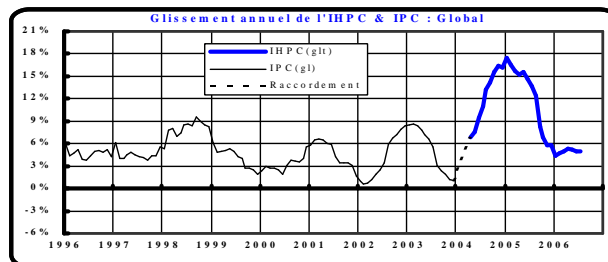
Au 31 juillet 2006, l'inflation en glissement annuel des produits alimentaires s'établissait à 3,5% contre 16,6% un an plus tôt (resp. 7% pour les autres produits contre 10% un an auparavant).

### 2.3. Situation mitigée de l'inflation

La dépréciation de l'Ouguiya par rapport à l'Euro et le renchérissement continue de la facture énergétique ont pesé sensiblement sur l'inflation au cours du 1<sup>er</sup> semestre compte tenu de l'importance des produits importés dans le panier de la ménagère.

Après un taux d'inflation en moyenne annuelle relativement élevé en 2005 (+12,1% en décembre 2005), la tendance semble être à la baisse pour le 1<sup>er</sup> semestre 2006. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle a progressivement régressé pour

se situer à 6,1% en juillet 2006. Doit-on voir en ce repli les effets cumulés de la bonne campagne agricole 2005-2006 et de la baisse des droits et taxes à l'importation sur les produits de grande consommation ?



Toutefois, la prudence reste de mise puisqu'en glissement annuel, l'inflation avait été de 5,8% au 31 décembre 2005 et qu'en cumul sur les 7 premiers mois de 2006, elle se chiffre déjà à 5,5%.

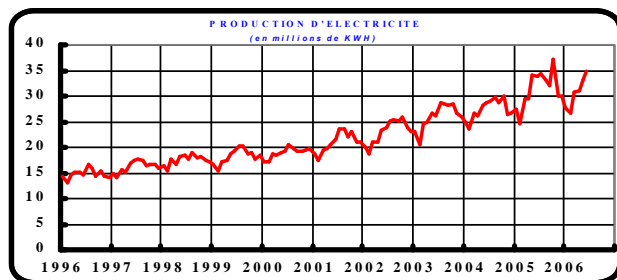
Certes une décélération de l'inflation au regard du 1<sup>er</sup> semestre 2005 est flagrante mais le rythme moyen mensuel de l'IHPC (0,8%) depuis le début 2006 fait que l'objectif de la Loi de Finances (6% sur l'année) a été dépassé au 31 août et qu'une incertitude complète demeure sur le reste de l'année compte tenu de la conjoncture internationale, notamment la volatilité du marché pétrolier et vu la dépendance énergétique nationale.

## 3. Une amorce de reprise de l'activité économique

### 3.1. Une reprise de croissance de la production nette d'électricité

La production nette d'électricité, qui n'a cessé de progresser au cours de ces dernières années, avait enregistré un repli sur les mois de janvier et février 2006 (-11,4% entre décembre 2005 et février 2006). La reprise amorcée en mars dernier s'est confirmée sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006.

Ainsi, sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006, cette production a enregistré une hausse de 16,5% par rapport au trimestre précédent et de 1,5% au regard du même trimestre de l'année dernière.



En juin 2006, la production nette d'électricité s'est chiffrée à 34,8 millions de KWH, soit une hausse en glissement annuel de 2,8%.

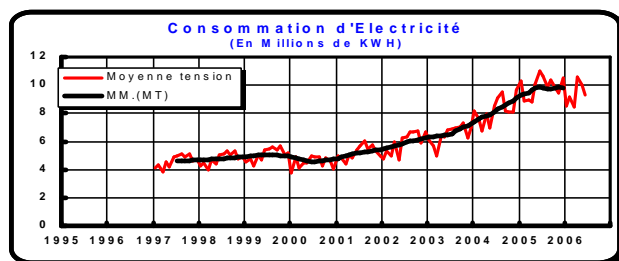
### 3.2. Accompagnée d'une hausse de la consommation

En attendant, l'établissement d'un indice de la production industrielle (IPI) dans les mois à venir, la consommation d'électricité - moyenne tension - reste le principal indicateur permettant d'apprécier l'activité des industries et des petites et moyennes entreprises en Mauritanie.

La consommation d'électricité – moyenne tension - poursuit son rythme de croissance, entamée déjà depuis sept ans, dans le sillage de la consommation globale. En effet, sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006, la consommation d'électricité - moyenne tension -, a enregistré une hausse de 14,2% par rapport au trimestre précédent et de 7,2% au regard de sa valeur un an plus tôt. Elle s'est chiffrée à 9,3



millions KWh en juin 2006, accusant un repli de 7,9% en glissement annuel.



Sur le 2<sup>e</sup> trimestre, la consommation globale est demeurée aussi vive, avec une croissance de 16,3% sur trois mois et de 13,3% sur un an. En juin 2006, elle s'est élevée à 23,15 millions de KWH, soit une hausse en glissement annuel de 8,1%.

La baisse de 6,1% de la production nette enregistrée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006, au regard du 2<sup>e</sup> semestre 2005, pourrait augurer une diminution de l'offre d'électricité à moyenne tension.

Cette situation s'explique en partie par la limite des capacités d'offre des unités productrices d'énergie.

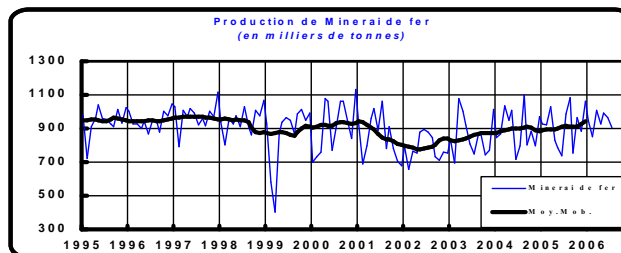
### 3.3. Une reprise timide de la production du minerai de fer

Après le rebond enregistré sur le 2<sup>e</sup> semestre 2005, la reprise ne s'est pas confirmée pour autant sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006. En effet, la production, après un recul de 3,5% sur le 1<sup>er</sup> trimestre, a amorcé une timide reprise (+2,3%) sur le 2<sup>e</sup> trimestre vraisemblablement dopée par la forte demande en minerai de fer du marché mondial, en particulier de l'industrie chinoise.

Ainsi, sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006, la production de minerai de fer s'est élevée à 2,9 millions de tonnes contre 2,8 millions sur le trimestre précédent et 2,4 millions sur le même trimestre de 2005.

Le marché mondial continue à être globalement favorable au secteur minier et en particulier pour le minerai de fer ; Situation résultante de la demande chinoise. En effet, la Chine a déjà importé 275 millions de tonnes de minerai de fer en 2005 et prévoit d'en importer 301 millions de tonnes sur 2006. Cette augmentation de la demande chinoise pourrait stimuler la production du minerai fer. En effet, la Mauritanie a signé récemment des accords

avec une société chinoise pour le financement et la réalisation d'un nouvel aéroport international à Nouakchott, travaux qui devraient débuter en 2007. En compensation, la Mauritanie fournira du minerai de fer à la Chine.

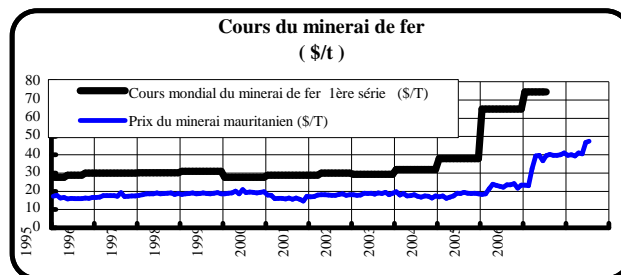


Pour répondre à cette nouvelle demande et à celle des clients traditionnels, à savoir les pays de l'Union Européenne, la production du minerai devrait augmenter substantiellement à partir de l'année prochaine.

### 3.4. Un cours mondial du fer très favorable

Sur le marché mondial, le prix du minerai de fer est demeuré élevé et stable autour de 74 \$ E.U. la tonne sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006, en progression de 13,8% par rapport à son cours moyen en 2005.

Cet environnement international globalement favorable du secteur minier, tiré principalement par la demande chinoise, a été également propice pour le cours du minerai de fer mauritanien.



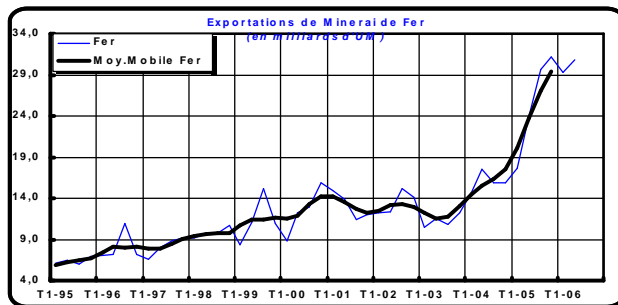
En effet, une amélioration de 7,8% du cours du minerai de fer mauritanien a été observée d'un trimestre à l'autre du 1<sup>er</sup> semestre 2006. En se fixant en moyenne à 42,8 \$ E.U. sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006, la tonne de minerai de fer mauritanien s'est renchérie de 11% par rapport à sa valeur un an plus tôt.



## 4. Des exportations en hausse

### 4.1. Une légère reprise des exportations en valeur du fer

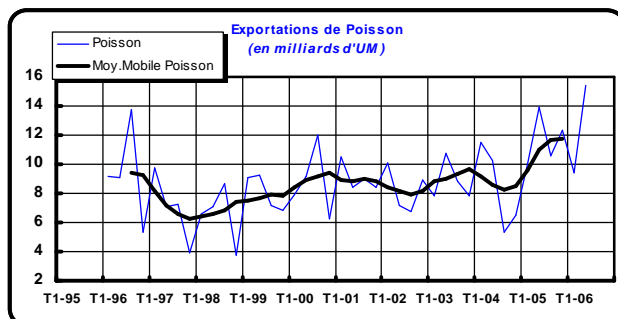
Sous l'impulsion d'un environnement international resté favorable, les exportations de minerai de fer ont connu un essor conséquent en 2004 ; tendance haussière qui s'est confirmée en 2005, avec un maximum à 31,1 milliards d'Ouguiya atteint sur le 4<sup>e</sup> trimestre 2005. Après un repli (6,1%) sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2006, ces exportations ont amorcé une reprise timide sur le 2<sup>e</sup> trimestre (+5,5%) pour répondre à la demande mondiale.



Sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006, les exportations de minerai de fer se sont chiffrées à 30,8 milliards d'Ouguiya contre 29,3 milliards sur le trimestre précédent. Par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2005, la hausse en valeur a été de 28,3%, due surtout à l'augmentation de la production en volume (+22,6%) et à l'amélioration (+14,5%) du cours du fer sur le marché mondial.

### 4.2. Des exportations de poissons en hausse

Après un redressement des exportations de poissons en 2005 (moyenne trimestrielle de 11,7 milliards d'UM contre 8,4 milliards en 2004), un repli de 23,6% a été enregistré sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2006. En revanche, sur le 2<sup>e</sup> trimestre, un net rebond (+63,5%) des exportations de poissons est enregistré, pour se chiffrer à 15,4 milliards d'UM, niveau jamais atteint depuis plus de 10 ans.



Cette reprise en valeur des exportations s'explique entre autres, par l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques, l'augmentation des prix des

Note de conjoncture n°7/Septembre 2006

produits de la pêche sur le marché mondial (+34,8% entre le 2<sup>e</sup> semestre 2005 et le 1<sup>er</sup> semestre 2006).

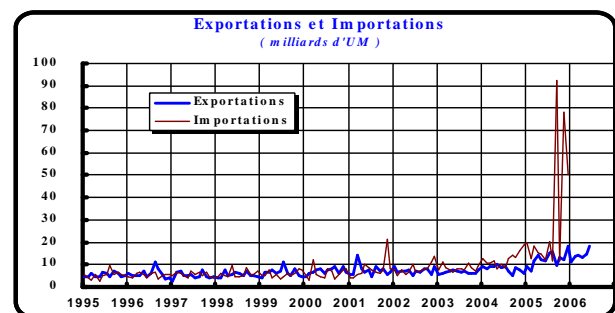
### 4.3. Et des recettes pétrolières en deçà des prévisions

La production pétrolière du champ « Chinguetti » a débuté en février dernier, avec une moyenne de 25 134 **bj**<sup>1</sup> sur ce même mois et de 66 125 **bj** en mars. Débutante, elle avait donné lieu à des exportations de 973 361 barils sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2006. Avec une production journalière moyenne de 42 519 **bj** sur le 2<sup>e</sup> trimestre (bien en deçà des 75 000 **bj** prévu initialement), les exportations se sont chiffrées à 3,9 millions de barils, donnant lieu à des recettes pétrolières totales de 164,4 millions \$ E.U. (contre 9,4 millions \$ E.U. sur le 1<sup>er</sup> trimestre). Elles ont été inférieures de 3,7% aux recettes escomptées (170,4 millions \$ E.U.) sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006.

### 4.4. Vers un excédent commercial ?

Le déficit commercial constaté depuis le second semestre 2001 est devenu chronique, enregistrant ainsi des taux de couverture en deçà d'une situation normale. C'est ainsi qu'en décembre 2005, il atteignait 36,2% contre 32,4% en décembre 2004.

Au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2006, les exportations en valeur (hors pétrole) se sont chiffrées à 84,8 milliards d'Ouguiya, en progression de 28,5% par rapport au même semestre de 2005.



Contrairement à 2005, ces premiers mois de 2006 n'ont pas enregistré des importations massives d'équipements destinés à l'exploitation pétrolière. Ce scénario, conjugué avec les ventes de pétrole, la reprise des exportations de poissons et des cours élevés de matières premières sont autant de déterminants qui laissent à présager une amélioration de la balance commerciale.

<sup>1</sup> **bj** : barils par jour.





## 5. Perspectives économiques

### 5.1. Une croissance mondiale robuste

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006, la croissance a été soutenue dans la plupart des régions du monde, atteignant ou même dépassant le niveau des prévisions. Si aux Etats-Unis, un léger fléchissement de l'activité économique a pu être observé sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2006 (croissance de +3,4% contre +3,7% au 1<sup>er</sup> trimestre), au niveau de la zone Euro et du Japon, l'embellie s'est poursuivie. La Chine a continué sa lancée et la plupart des pays en développement ont profité des cours élevés des matières premières.

La croissance mondiale devrait s'établir à 5,1% pour 2006 et 4,9% en 2007 du fait d'un tassement de l'activité économique dans les grands pays émergents (Chine, Inde).

Dans l'optique d'un tassement du marché de l'immobilier et de leurs effets induits sur la consommation, la Réserve Fédérale devrait interrompre son cycle de resserrement monétaire avant la fin 2006 alors que la BCE poursuivrait la remontée de son taux directeur jusqu'à 3,25% au 2<sup>e</sup> trimestre 2007 en dépit d'une tendance à l'appréciation de l'Euro.

La croissance américaine s'établirait à 3,4% en 2006, pour fléchir à 2,9% en 2007 suite à l'affaiblissement de la consommation des ménages. Cette décélération de la croissance américaine conjuguée avec son déficit commercial pèserait à court terme sur les économies asiatiques, se traduisant par une progression très modérée du commerce mondial en 2007 (+7% en moyenne). Le déficit extérieur américain pourrait atteindre 1000 milliards de \$ E.U. en 2007 et son financement exercera une forte pression sur la monnaie américaine. Ce qui pourrait amener les banques centrales asiatiques à diversifier leur placement en devises, ainsi un décrochage du dollar constituerait une source d'inquiétude.

L'Asie resterait la région la plus dynamique, et la croissance chinoise atteindrait la barre des 10% en 2006 et 2007. L'économie Nipponne connaîtrait une expansion, avec une croissance de 2,7% en 2006 et 2,1% en 2007, tirée principalement par la consommation.

Face à l'instabilité des marchés financiers, même si la croissance européenne devrait restée soutenue, il est peu probable qu'elle devienne la locomotive de l'économie mondiale. Ainsi, la zone

Euro afficherait une embellie avec un taux de 2,4% en 2006 (niveau le plus élevé en six ans) pour revenir à 2% en 2007, suite aux effets de la majoration de la TVA en Allemagne sur la consommation interne et les exportations.

Bien que l'économie mondiale resterait robuste, des incertitudes persisteraient. La volatilité des prix du pétrole, l'instabilité des marchés financiers et les déséquilibres financiers mondiaux sont parmi les risques pointant déjà à l'horizon.

Selon l'AIE, la croissance de la demande mondiale de pétrole brut devrait rester modérée (+1,5%) en 2006 pour s'établir à 84,7 mbj<sup>2</sup>. Pour 2007, l'AIE tablait sur une croissance de la demande de 1,8%, qui se chiffrerait à 86,2 mbj. Par ailleurs, la croissance des capacités mondiales de production de pétrole (+1,48 mbj) conduirait à un renouvellement relativement soutenu jusqu'en fin 2006, principalement des pays non-OPEP (Russie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Soudan, Angola). L'accroissement devrait être moindre en 2007 (+1,1 mbj). Toutefois, avec une offre mondiale qui pourrait atteindre 85,1 mbj en 2006, les « barils de sécurité » (offre excédentaire) demeurent en nombre trop limité pour dissiper les tensions. Ainsi en moyenne annuelle, les cours du pétrole s'établiraient à 65,6 \$ E.U le baril en 2006, pour revenir progressivement à 63 \$ E.U en fin d'année 2007. Le repli progressif des cours s'expliquerait par une moindre intensité énergétique des systèmes productifs, notamment en Chine du fait de la construction de nouvelles capacités de production électriques hydraulique et nucléaire.

### 5.2. Une conjoncture nationale pleine d'espoirs

#### 5.2.1 Un important accord de pêche

La Mauritanie vient de renouveler son accord de pêche avec l'Union Européenne (UE). Cet accord, qui prend effet à partir du 1<sup>er</sup> août 2006, couvre les six prochaines années. Il est l'un des plus importants accords conclus avec un pays non européen en ce qui concerne la taille de la flotte. En effet, à partir du 1<sup>er</sup> août 2006, 160 bateaux européens sont autorisés à pêcher dans les zones mauritaniennes. En contrepartie, l'UE versera 86 millions d'Euros à la Mauritanie. A cela s'ajoutera les redevances de charges des armateurs privés européens qui peuvent atteindre 22 millions d'€

<sup>2</sup> mbj : millions de barils jour.



par an soit au total 108 millions d' € au profit de l'Etat mauritanien.

L'UE s'est engagée également à focaliser son aide sur les infrastructures portuaires, la surveillance maritime et la modernisation de la flotte artisanale.

En matière d'emploi, il est prévu un accroissement de 31% des effectifs du secteur et des opportunités d'emploi pour 150 officiers de la marine marchande.

Ce nouvel accord tient également compte de la pérennité des ressources halieutiques, de leur protection et de leur renouvellement, en fixant un plafond autorisé des tonnages de captures.

Bien que le volume des captures prélevées par les armateurs européens reste important, il est révisé à la baisse pour certaines espèces sensibles : céphalopodes (-30%) et certaines espèces démersales vivants dans les fonds marins (-60%). Néanmoins, d'autres captures sont revues à la hausse comme les petits pélagiques (anchois et sardines).

### **5.2.2 Une Loi de finances rectificative avec des recettes en progression de 17,9%**

La loi de finances rectificative pour l'année 2006 présente un nouveau projet de budget qui s'équilibre en recettes et en dépenses à un niveau de 246 351 milliards d'UM, enregistrant ainsi une progression de 17,9% par rapport à la Loi de finances initiale. Cette loi intervient dans un contexte favorable marqué par une meilleure gestion des ressources naturelles, une exploitation pétrolière bénéficiant de des cours élevés du marché international et l'allègement de la dette extérieure suite à la qualification de la Mauritanie au bénéfice de l'initiative de réduction de la dette multilatérale (IRDM). Elle s'inscrit également dans le cadre de l'assainissement des finances publiques et de la restauration des équilibres macroéconomiques.

Ainsi, la progression des dépenses courantes (hors intérêts de la dette) a été contenue à 6,2% soit 8,785 milliards d'UM. Ces dépenses additionnelles prennent en compte la nécessité de disposer de crédits supplémentaires pour des actions jugées prioritaires, l'effet de la suppression des taux de chancellerie (1,4 milliards UM) et la prise en charge du déficit d'exploitation de certaines entreprises publiques (SNDE, SOMELEC).

En outre, un montant substantiel (23,2 milliards d'UM) est destiné à l'allègement de la dette de

l'Etat vis-à-vis de la Banque Centrale. Il est également prévu la diminution de l'encours des bons du Trésor à hauteur de 18 milliards d'UM.

Une enveloppe supplémentaire de 7 milliards d'UM est allouée aux dépenses d'investissement publics et vise à atteindre les objectifs suivants : l'élargissement de l'accès aux services d'éducation, une meilleure couverture des besoins des populations en eau potable, la création d'emploi, la promotion de la pêche artisanale, le développement des infrastructures de base, le désenclavement de zones rurales et l'appui aux programmes prioritaires de lutte contre la pauvreté.

Dans le cadre de cette loi de finances rectificative, il est prévu une augmentation des recettes initiales de 13,3 milliards d'UM suite au renouvellement de l'accord de pêche avec l'UE et de 23,8 milliards d'UM provenant de la vente des licences de télécommunications. Une diminution des droits et taxes de douanes sur certains produits de grande consommation (sucre, lait en poudre, légumes, huile, gaz butane, etc.) a été également prévu dans l'optique d'améliorer les conditions de vie des populations en leur facilitant l'accès aux denrées alimentaires de base. En plus, pour promouvoir la pêche artisanale, des allègements fiscaux ont été consentis au secteur en vue de son développement.

En outre, les recettes pétrolières ont été ramenées à 260 millions \$ (contre 360 millions \$ initialement) compte tenu du niveau de production relativement bas (37 000 bj contre 64 000 bj initialement prévu).

### **5.2.3 Prévisions des recettes pétrolières**

Compte tenu du niveau de production inférieur à la prévision initiale, les recettes des exportations pétrolières ont été révisées à la baisse<sup>3</sup>. En effet, sur l'année 2006, les exportations globales s'élèveraient à 10,6 millions de barils, induisant des recettes totales de 249,8 millions \$ E.U. (contre 275,5 millions initialement prévus), évaluées sur la base d'un cours moyen du baril à 63 \$ E.U.

Pour l'année 2007, les exportations totales en volume atteindraient 12,4 millions de barils. Vendues à un cours moyen annuel de 60 \$ E.U., elles conduiraient à des recettes pétrolières d'un montant de 200,4 millions \$ E.U.

<sup>3</sup> Selon le rapport d'août 2006 du Comité National de Suivi des Revenus des Hydrocarbures.